

3313

REVUE TECHNIQUE DU PROJET
"PROMOTION ECONOMIQUE DES GROUPEMENTS FEMININS"
SEN/87/C01
du 8 au 26 juin, 1993

RAPPORT DE MISSION SUR LES VISITES AUX VILLAGES
le 12 juin, et du 14 au 18 juin, 1993

Comme prévu dans les termes de référence, des visites sur le terrain ont été effectuées auprès de 15 groupements féminins pendant la deuxième phase de la revue technique. L'itinéraire des visites se trouve en annexe au présent rapport. Les trois premières visites, dans la région de Dakar, ont été effectuées par Mme. Ann Duval, consultant. Mlle. Bérit Nielsen, Chargée de Programme du PNUD, a accompagné Mme. Duval dans les visites aux neuf des douze autres villages. Les coordinatrices départementales affectées au PEGF ont participé dans toutes les visites, à l'exception du département de Louga, où la coordinatrice a délégué le mécanicien du PEGF.

Suivant sont les commentaires du consultant sur les groupements féminins visités:

BOUTIQUES D'APPROVISIONNEMENT

On a visité 4 groupements qui ont été dotés d'une boutique d'approvisionnement (sur les 14 qui ont été financées par le projet): Ndoucoumane Ndiaye, Nguer Malal, Nayobé et Ourour.

On a noté des problèmes graves dans deux des villages:

A Nguer Malal, c'est le meunier (qui est aussi le mari de la trésorière) qui contrôle toutes les activités du groupement, c'est à dire le moulin et la boutique. Les femmes rencontrées ont déclaré que même les cahiers de gestion et le carnet de la CNE ont été "égarés". Dans telles conditions, il est difficile de commenter sur le fonctionnement et l'impact de la boutique. La seule chose qui était évident, c'est que les femmes du groupement sont peu impliquées dans la gestion de leurs propres activités.

A Ourour, la boutique ne fonctionne pas depuis avril 1993, quand beaucoup de marchandises ont été volées. Il reste encore des marchandises dans la boutique, ainsi que l'argent dans la caisse, mais la coordinatrice dit qu'elle attendait que le bureau du PEGF à Dakar se prononce sur la remise des activités de la boutique. En outre, le moulin ne fonctionne pas depuis 9 mois. La coordinatrice a dit que le bureau central a récemment proposé d'utiliser l'argent qui est dans le compte CNE pour remettre sur pied la boutique, et que par la suite les bénéfices de la boutique pourraient être utilisés pour réparer le moulin. Jusqu'à présent, la boutique reste fermée. Il n'est pas évident que la boutique fonctionnait bien, même avant le vol. Après l'installation de la boutique du groupement, un privé a aussi ouvert une boutique, et lui, il vend à des meilleurs prix. En outre, Ourour se trouve sur le goudron, à quelques kilomètres d'autres villages (Fass Kane, par exemple) où il y a des marchés hebdomadaires. La difficulté pour les femmes de s'approvisionner ailleurs n'est par apparante.

Le groupement avait aussi reçu une charrette et un cheval. Les femmes n'arrivaient pas à nourrir le cheval, et ont demandé au projet de reprendre le cheval et la charrette. Encore, la coordinatrice attendait les instructions de Dakar, mais entretemps, les femmes ont amené le cheval - presque mort - chez elle. Finalement, au moment de notre visite, la plupart des femmes du village étaient absentes. On voulait quand même poser des questions à la Présidente qui était présente. Mais, il y a eu toute une discussion entre la coordinatrice, la femme en question et un homme qui était présent, sur la position actuelle de cette femme. Le femme et l'homme déclarent qu'elle comble les postes de Présidente et de Trésorière, tandis que la coordinatrice répond que ceci n'est pas possible. De cet échange, il était évident que ce comité de gestion ne fonctionne pas.

A Ndoucoumane Ndiaye, la boutique fonctionne un peu mieux, mais ce n'est pas un grand succès non plus. D'abord, pour s'approvisionner avant l'installation de la boutique, les femmes pouvaient aller au marché hebdomadaire dans un village à deux kilomètres de distance, ou à un autre marché plus loins (à 19 km). Comme à Ourour, aller 2 km pour s'approvisionner une fois par semaine ne semble pas être une tâche trop lourde. Le comité de gestion de la boutique a avéré que la boutique ne fonctionne pas très bien. Elles évoquent deux raisons principales: une mauvaise récolte l'année dernière a baissé le pouvoir d'achat des villageois, et les femmes préfèrent aller au marché pour s'approvisionner parce qu'on peut acheter au crédit au marché, tandis il n'y a que les ventes au comptant à la boutique. Ce groupement, qui a remboursé la première tranche du prêt, n'a rien payé depuis. Il y avait des femmes qui disaient qu'elles étaient toujours dans les délais (c'est à dire pas en retard), et d'autres femmes qui disaient que la deuxième tranche est déjà arrivée à échéance, mais qu'elles n'ont pas payé parce que personne n'a demandé le remboursement.

Seule la boutique de Nayobé semble fonctionner bien. Les membres du comité de gestion disent que ceci est grâce, en grande mesure, à une gérante exceptionnelle. Les femmes disent aussi que le projet avait proposé un magasin de stockage, mais elles ont refusé parce qu'elles tenaient à leur boutique. Elles sont très fières du fait qu'elles ont remboursé l'intégralité du prêt au projet, et que la boutique leur appartient maintenant. Le seul problème remarqué était que les femmes ne comprennent pas du tout les cahiers de gestion que le projet a mis à leur disposition. C'est le fils de la trésorière que passe toutes les écritures, et les femmes ne sont pas en mesure de calculer les bénéfices réelles.

De façon générale, les boutiques visitées n'ont pas été très impressionnantes, à l'exception de celle de Nayobe. Un des problèmes de base noté est le système de gestion mis en place par le projet. On n'a trouvé nulle part les femmes qui maîtrisent la gestion des boutiques. Elles ne comprennent pas très bien les cahiers, et ne sont pas en mesure de faire l'inventaire et calculer les bénéfices. C'est toujours quelqu'un du projet qui vient le faire.

BANQUES CERÉALIERES VILLAGEOISES

On a visité aussi 4 banques céréalières (sur les 7 financées par le projet): Séby Ponty, Ndock Sall, Touba Fall et Fass Kane.

Seul le comité de gestion de Séby Ponty a dit que la banque marche bien. Dans les trois autres villages, les banques n'ont pratiquement pas fonctionné cette année.

A Ndock Sall, le comité a dit que la banque ne faisait pas beaucoup de bénéfices, et que cette année il y avait une telle pénurie de mil dans la région, que ce n'était pas possible d'en acheter. La BCV était donc pratiquement vide. Le groupement avait aussi reçu une charrette et l'argent pour acheter le cheval. Elles n'ont jamais acheté le cheval, parce qu'elles savent qu'elles ne peuvent pas le nourrir. Donc, elles ne se sont jamais servi de la charrette. Actuellement, elles utilisent l'argent de la BCV pour faire les prêts tournants. Dans ce village, il n'y avait que la gérante de la BCV qui était scolarisée. Elle tient un petit cahier pour la BCV, mais elle dit que c'est elle qui l'a acheté et conçu -- le projet n'avait pas fourni les cahiers de gestion. Il a aussi été évident dans ce village que les femmes sont un peu contrôlées par les hommes. C'est le représentant du chef du village qui a répondu à la plupart des questions posées, et les femmes ont dit que c'était son idée de former le groupement.

A Touba Fall, la BCV était vide, et il n'y avait pas d'écritures dans les cahiers depuis février 1992. Il semble que pour la campagne 91/92 il y avait un surplus de mil, ce qui a forcé les femmes de vendre à crédit, et au prix d'achat. Les femmes disent qu'elle vont quand même rembourser la deuxième tranche de prêt en septembre de cette année avec les bénéfices de leur champs collectif d'arachides.

A Fass Kane, la BCV était aussi vide. Ce groupement a cité les mêmes problèmes évoqués à Touba Fall. Une femme scolarisée remplit le rôle de secrétaire pour tous les comités de gestion du groupement. Elle tient bien les cahiers, et a calculé les bénéfices de la première année pour nous. Quoique les bénéfices n'étaient que 258,950 CFA, le groupement a dû rembourser 275,000 CFA au projet en paiement de la première tranche du prêt.

Le fait de trouver les BCV vides à cette période de l'année est inquiétant, parce que les ventes devraient commencer dans quelques jours. A cause des difficultés rencontrées par les BCV au cours de la dernière campagne, il n'est pas évident que les groupements arriveront à se procurer le mil à partir d'octobre 1993. Ce qui entrainera une deuxième année de suite de non-fonctionnement des BCV. Est-ce que les groupements vont pouvoir s'en sortir et continuer de faire fonctionner les BCV à l'avenir?

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CREDIT ET CREDITS REVOLVING

On a visité 4 groupements qui gèrent les caisses d'épargne et de crédit financés par le projet (sur les 12 financés en total): Ndiass, Péo Fall, Dabaly et Pané Sader. Aussi, on a rendu visite à Ourcogne, qui a reçu un crédit revolving du projet. Puisque les CEC et les CR fonctionnent de presque la même façon dans la réalité, on les traite ensemble ici.

Puisqu'on a vu un niveau de fonctionnement similaire dans tous les groupements, on fera les commentaires globaux sur ces opérations, au lieu de commenter chaque groupement. Il semble que les opérations de crédit marchent très bien. Les points essentiels à retenir sont:

- les femmes maîtrisent la gestion de ces fonds, même celles qui ne sont pas suffisamment bien alphabétisées pour tenir les cahiers. Elles sont capables de préciser le nombre de prêts accordés, le montant en caisse et en portefeuille actif, les intérêts à payer, etc;
- les femmes elles-mêmes fixent les taux d'intérêts à des niveaux très élevés -- variant entre 40% et 80% l'an. Ceci montre leur connaissance de la rentabilité des activités financées et leur capacité de remboursement;
- ces taux d'intérêts, avec les périodes de remboursement très courtes (en général 1 à 3 mois pour le petit commerce, et jusqu'à 6 mois pour les crédits-semences), permettent aux groupements de non seulement rembourser le prêt du projet sans difficulté, mais aussi d'augmenter les caisses de façon appréciable. A titre d'exemple, la CEC de Ndiass a reçu un prêt du projet de 236,250 CFA en février 1991, auquel le groupement a ajouté un apport de 78,750, pour une caisse de départ de 315,000 CFA. Les intérêts gagnés, avec les épargnes subséquentes, ont permis d'augmenter la caisse à 613,000 CFA en juin 1993. Et ceci, après avoir déjà remboursé 154,860 au projet en septembre 1992;
- les femmes ont imposé un système de garanties réelles. A part l'épargne, qui sert en quelque sorte de "cash collateral", les emprunteurs sont obligés de donner un animal (mouton, chèvre, etc) en garantie. Jusqu'à présent les groupements visités déclarent qu'il n'y a pas eu des cas de non-paiement, quoi qu'il y a eu des cas de retards;
- le côté faible dans les CEC c'est l'épargne. Le système pratiqué est plutôt un système de dépôt contre prêt qu'un vrai système d'épargne régulière. Les femmes qui participent dans les CEC font des dépôts initiaux à l'installation de la caisse. Parfois, les groupements procèdent à un deuxième dépôt collectif. Mais on n'a pas vu des cas d'épargne systématique de la part des adhérentes. C'est pourquoi, d'ailleurs, il n'y a pas une grande différence entre les CEC et les crédits revolving. A titre d'exemple, le groupement d'Ourcogne a reçu un prêt de 500,000 CFA du projet en 1991 pour le CR, auquel le groupement a ajouté 250,000 CFA, pour un fonds de départ de 750,000. Le groupement a remboursé l'intégralité du prêt (532,000 CFA, y compris les intérêts) après un an, et a toujours 750,000 dans le fonds de crédit. Ces résultats sont à peu près les mêmes notés à Ndiass, qui devrait pourtant avoir les résultats nettement supérieurs en tenant compte de l'épargne;
- il était très intéressant d'apprendre que chacun des 15 groupements visités avait son propre système de fonds traditionnels avant l'arrivée du projet (les tontines, les mbootayes, etc). Certains groupements continuent avec leurs caisses traditionnelles et d'autres ont arrêté les cotisations. Ces systèmes traditionnels